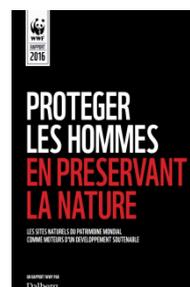


SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Selon ce rapport, 114 des 229 sites naturels inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO sont altérés par les activités industrielles exercées, en compromettant leur capacité à subvenir aux besoins des communautés locales.



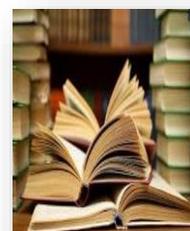
3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur l'Agriculture Climato-intelligente.



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en mars 2016 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

► Education policy outlook: Making reforms happen

SCIENCES & TECHNIQUES

► La protection du consommateur dans le contexte du commerce électronique

ECONOMIE

► Le Système agricole et alimentaire de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient à l'horizon 2050. Projections de tendance et analyse de sensibilité

ENVIRONNEMENT

► Renewable Capacity Statistics 2016

POLITIQUE

► Trends in world military expenditure

◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► Protéger les Hommes en préservant la nature

Tags: WWF | Sites du Patrimoine mondial | UNESCO | Résilience | Ecosystèmes | Objectifs de Développement Durable | Agenda 2030 |

Selon ce rapport du World Wildlife Fund (WWF), 114 des 229 sites naturels inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO sont altérés par les activités industrielles exercées, en compromettant leur capacité à subvenir aux besoins des communautés locales. Parmi les autres activités exercées à grande échelle par les entreprises multinationales, il convient de citer l'exploration et l'extraction pétrolière et gazière, la surpêche, l'exploitation forestière illégale, la surexploitation des ressources halieutiques...

Communément reconnus pour leur "valeur universelle exceptionnelle", notamment au titre des avantages économiques, sociaux et environnementaux significatifs qu'ils confèrent à l'Homme, ces sites reflètent « la notion d'aire protégée » pour les générations futures et l'ensemble de l'humanité".

Le rapport souligne que la gestion soutenable de ces sites permettrait de se procurer des moyens de subsistance durables aux populations locales ce qui renforcerait la résilience aux catastrophes naturelles. De plus, plus d'onze millions d'individus, soit l'équivalent de la population portugaise, sont tributaires de ces sites. Ces derniers sont susceptibles de

subir de graves dommages dus aux activités industrielles, pour subvenir à leurs besoins de logement, d'emploi, de bien-être et des services rendus par les écosystèmes "régulation du climat et prévention des crues par exemple".

Le WWF exhorte les gouvernements nationaux à l'interdiction des activités industrielles nocives au profit d'alternatives durables qui permettrait de valoriser et de préserver ces sites ainsi qu'à la soumission des firmes internationales aux normes les plus strictes en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). En outre, le Fonds appelle le secteur privé à ne plus financer les projets susceptibles de détériorer les sites du Patrimoine mondial.

Le rapport précise que les sites inscrits dans le Patrimoine mondial jouent un rôle crucial afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à l'horizon 2030, adopté en septembre 2015 par les pays membres de l'ONU. Par ailleurs, un site du Patrimoine mondial peut

constituer un véritable levier de développement socio-économique pour sa région. A titre d'illustration, la gestion soutenable du récif de Tubbataha aux Philippines a contribué au développement des stocks halieutiques pour les pêcheries environnantes, participant ainsi à



l'essor du tourisme au profit des populations locales.

Enfin, le WWF recommande de rationaliser la gestion des sites du Patrimoine mondial afin de parvenir à un juste équilibre entre « conservation, viabilité et développement ».

Source: WWF, 2016

Source:

http://awsassets.wffr.panda.org/downloads/wwf_rapport_saving_our_shared_heritage_bd_1.pdf

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► "Education policy outlook: Making reforms happen"

Tags : Société | Education | Réformes éducatives | Système éducatif | Enfants | Jeunes | OCDE | France | Royaume-Uni |

Selon ce rapport, publié par l'OCDE, l'insuffisance des mécanismes d'évaluations de l'impact des réformes des systèmes éducatifs pourrait affecter leur efficacité et nuire considérablement à la qualité de l'enseignement.

En effet, les Etats à l'échelle mondiale sont soumis à des tensions accrues entravant l'amélioration de la qualité de leurs systèmes éducatifs. Par ailleurs, la hausse des dépenses budgétaires s'accompagne souvent de la montée croissante de réformes ayant pour objectifs de :

- Établir des programmes d'accompagnement des populations démunies;
- Investir dans des enseignants hautement qualifiés ;

- Améliorer l'éducation, la formation et le développement professionnel des enseignants, et ;
- Renforcer l'évaluation des établissements d'enseignement.

Le rapport précise que le suivi des nouvelles politiques n'est pas systématique. D'ailleurs, le taux d'évaluation de l'impact de ces réformes par les pouvoirs publics demeure assez faible, soit environ 10% sur les 450 réformes mises en place dans la zone de l'OCDE, entre 2008 et 2014.

Les dépenses publiques consacrées à l'éducation s'élèvent en moyenne à 12,9% dans la zone OCDE, un taux avoisinant les 2 500 milliards de dollars, annuellement, soit un niveau équivalent au Produit Intérieur Brut (PIB) du Royaume-Uni. Par ailleurs, plus de 15% des jeunes des pays de l'OCDE sont sans qualifications, notamment en France, aux Pays-Bas et en Italie, ce qui constitue un des risques majeurs entravant les marchés de l'emploi.

Le rapport affirme que l'évaluation de l'impact des réformes des systèmes éducatifs, en vue d'en maximiser l'impact des politiques est nécessaire pour améliorer le rendement des réformes sur le long terme. De plus, le rapport précise que l'efficacité des réformes devrait être basée sur des politiques publiques dont la réussite a été démontrée sur un temps déterminé indépendamment des pressions politiques.

Enfin, le rapport préconise, entre autres, l'amélioration de la qualité de l'éducation, à travers notamment l'évaluation de l'impact des réformes éducatives mises en œuvre. Ces réformes devraient disposer de temps nécessaire afin de porter leurs fruits, permettant une analyse convenable de leur impact.

" **Source : OCDE, 2016**

http://www.oecd.org/edu/EPO%202016_Highlights.pdf

◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► La protection du consommateur dans le commerce électronique: Recommandation de l'OCDE

Tags : OCDE | Protection des consommateurs | Commerce électronique | Internet | Sécurité | **Contenus numériques** |

Selon l'OCDE, les pays membres et les économies émergentes devraient rénover leur législation en faveur de la protection des consommateurs afin de faire face aux nouveaux risques, engendrés par le commerce électronique, notamment issus des applications dites, « gratuites » et les transactions électroniques entreprises entre consommateurs.

Ce rapport souligne que « les consommateurs électroniques » (en ligne) doivent être protégés au même titre que les consommateurs classiques. Non seulement le commerce en ligne est avantageux en termes de commodité et des choix mis à la disposition des consommateurs, mais le respect des spécificités de la vie privée, de la sécurité des produits vendus en ligne et des paiements ou les voies de recours juridiques en cas de problème constituent des éléments qui inquiètent beaucoup de consommateurs. De plus, même si le taux de consommateurs des pays membres qui naviguent quotidiennement sur Internet s'élève à 75 %, seulement une personne sur deux a effectué une transaction en ligne en 2014. Celles qui contestent l'achat en ligne invoquent des inquiétudes par rapport à la sécurité et de vie privée.

La recommandation de l'OCDE, "qui n'est pas juridiquement contraignante mais dont l'existence a pour effet d'exercer une pression par

les pairs incitant les pays à agir", appelle les pouvoirs publics pour consentir des efforts aux côtés des entreprises afin de déterminer les nouvelles modalités législatives susceptibles de renforcer la confiance des consommateurs dans le nouveau secteur du commerce électronique.

Enfin, le rapport précise que des mesures devraient être opérationnalisées pour que les consommateurs appréhendent les conditions relatives à l'acquisition et à l'utilisation de contenus numériques. En outre, les consommateurs en ligne devraient avoir accès à des mécanismes juridiques, permettant de résoudre, en temps voulu, les litiges relatifs aux transactions électroniques, à l'échelle nationale ou internationale.

Source: OCDE, 2016

<https://www.oecd.org/fr/sti/consommateurs/ECcommerce-Recommandation-2016-FR.pdf>

◆◆◆ ECONOMIE

► Le Système agricole et alimentaire de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient à l'horizon 2050: Projections de tendance et analyse de sensibilité

Tags : Croissance démographique | Demande alimentaire | Changement climatique | Agricultures régionales | Politiques agricoles | MENA | 2050 | "Hot spot" | Adaptation au changement climatique | Accords internationaux | Politiques climatiques |

La croissance démographique et l'évolution des régimes alimentaires ont favorisé à l'accroissement de la demande alimentaire. De plus, les contraintes du changement climatique, pesant sur les agricultures régionales et la faible efficacité des politiques agricoles mises en place ont contribué à une croissance modérée de la production agricole.

Le rapport souligne que l'écart entre l'offre agricole et la demande alimentaire de la région MENA s'est fortement accru, au point que le volume des importations de produits agricoles pèse lourdement sur les équilibres externes des pays concernés.

L'INRA a conduit quelques simulations permettant d'examiner les trajectoires possibles du système agricole et alimentaire de la région MENA à l'horizon 2050. Ces simulations montrent que la dépendance aux importations agricoles pourrait s'accroître davantage dans les décennies à venir, notamment à cause de la croissance de la population, l'évolution des régimes alimentaires et les impacts du changement climatique et ses conséquences sur les ressources en eau et terre cultivables. En conséquence, les effets induits seraient, particulièrement, la

persistance de faibles taux de productivité agricole, l'aggravation des inégalités de revenus entre zone urbaine et rurale et l'accentuation de la pauvreté rurale.

En guise de conclusion, le rapport souligne qu'il est impératif de freiner l'évolution de cette dépendance de par l'ampleur des risques pour les Etats et les économies. Le rapport préconise la mise en œuvre de politiques publiques ambitieuses afin d'aider les agricultures de la région à l'adaptation aux effets du changement climatique. En outre, les trois leviers envisagés dans le rapport, dont "*l'amélioration encore plus forte des rendements, régulation des régimes alimentaires, réduction des pertes*" auraient un impact relativement faible. Toutefois, le levier le plus décisif dans la limitation de l'accroissement de la dépendance aux importations agricoles de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient serait de ralentir ce changement global, objectif qu'uniquement les accords internationaux et les politiques climatiques vigoureuses sont en mesure d'atteindre.

"Source : INRA, Pluriagri, 2016

<https://www6.paris.inra.fr/depe/Projets/Etu-de-Pluriagri>"

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

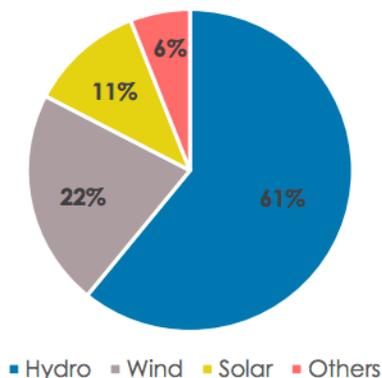
► Renewable Capacity Statistics

2016

Tags: Environnement | Energie renouvelables | IRENA | Energie solaire | Eolien | Bioénergie | Hydraulique |

Ce rapport publié par l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), basée à Abu Dhabi, fait ressortir que l'exploitation de l'énergie renouvelable poursuit son expansion à l'échelle mondiale et ce, malgré une conjoncture marquée par une baisse des prix du pétrole et du gaz.

Etat des énergies renouvelables dans le monde en 2015

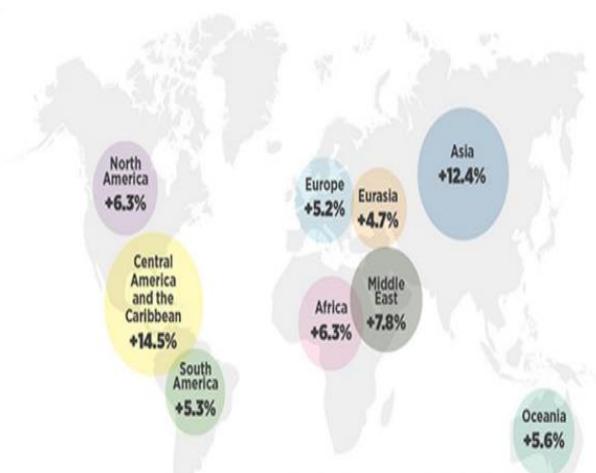


Source : IRENA, 2016

L'expansion remarquable des énergies renouvelables est l'œuvre de pays en développement. A titre d'illustration, l'Amérique Centrale et les Caraïbes ont connu une progression de l'ordre de 14,5%, suivis de l'Asie avec 12,4%.

L'année 2015 a enregistré une croissance record en matière des capacités de production des énergies renouvelables. Le rapport souligne une augmentation de 8,3% au niveau des capacités installées, l'équivalent de 153 gigawatts. Cette croissance record est rehaussée notamment par «le solaire (+26%) et l'éolien (+17%), contre +5% pour la bioénergie et pour la géothermie, et +3% pour l'hydraulique.»

Évolution de la capacité énergétique des énergies renouvelables entre 2011 et 2015



Source: IRENA, 2016

"Source : IRENA, 2016

<http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=Subcat&PriMenuID=36&CatID=141&SubcatID=1719>

◆◆◆ POLITIQUE

► Trends in world military expenditure

Tags: Politique | Dépenses militaires | Chine | Russie | Asie et Océanie | Moyen-Orient | Europe | Afrique |

Ce rapport souligne que les dépenses militaires mondiales ont connu une hausse estimée à environ 2000 milliards de dollars américains en 2015, soit un accroissement de 1 % par rapport à l'année d'avant. Cette progression reflète une hausse continue dans la plupart des régions du monde. Le rapport souligne que la chute des dépenses en Occident s'est stabilisée. Conjointement, les dépenses ont connu une diminution dans les régions de l'Afrique, l'Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le rapport souligne que les États-Unis occupent le premier rang du classement des plus grands dépensiers du monde en 2015, malgré la diminution de ses dépenses de 2,4%. La Chine figure, également, à la tête des pays les plus dépensiers. Ses dépenses ont été intensifiées de 7,4% (215 milliards de dollars). L'Arabie saoudite a enregistré une augmentation de 5,7%, soit 87,2 milliards de dollars. La Russie, quant à elle, a affiché un taux de 7,5 %, équivalent à 66,4 milliards de dollars.

Le rapport révèle que la combinaison entre l'élévation des cours du pétrole et l'exploitation de nouveaux gisements a favorisé la hausse des taux de dépenses militaires dans plusieurs pays à

l'échelle mondiale au cours des dix dernières années.

L'analyse des dépenses militaires de certaines régions recèle quelques enseignements, dont notamment :

- *L'Afrique enregistre une diminution de ses dépenses militaires, estimée à 5,3 %, après une décennie d'accroissement constant. Ceci revient à la forte baisse enregistrée en la matière par l'Angola, le plus grand dépensier en Afrique subsaharienne à cause, notamment, de la forte baisse des cours mondiaux du pétrole.*
- *Une militarisation graduelle en Asie et en Océanie qui ont rehaussé leurs dépenses de 5,4% en 2015 sous l'influence de la Chine. L'intensification des tensions entre la Chine et ses voisins a contribué à l'augmentation des dépenses militaires de l'Indonésie, des Philippines et du Vietnam et a participé au renversement de la tendance à la baisse des dépenses japonaises.*
- *Dans la région du Moyen-Orient, les dépenses militaires ont enregistré une augmentation de 4,1 % en 2015. L'Irak a affiché la plus forte hausse dans la région, s'élevant à 536 % entre 2006 et 2015.*
- *La région d'Amérique latine et des Caraïbes est marquée par une diminution légère des dépenses militaires (2,9 %). Une baisse qui s'explique par la baisse significative des dépenses*

du Venezuela. De plus, la crise économique au Brésil a entraîné une baisse légère de ses dépenses militaires. Cependant, en raison de la militarisation croissante contre la drogue, le taux des dépenses a continué

d'augmenter en Amérique centrale.

Source: SIPRI, 2016

<http://www.sipri.org/research/armaments/milex/recent-trends>

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

"L'agriculture climato-intelligente"

L'agriculture climato-intelligente (Climate-smart agriculture) est un concept qui a émergé lors du sommet des chefs d'État sur le Climat, organisé par les Nations Unies en 2014. Il se veut une approche innovante, intégrée qui vise à assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique et d'atteindre les objectifs du développement agricole. Selon le CIRAD, le recours à ce type d'agriculture permet d'appuyer les pays à mettre en place les politiques publiques et les conditions techniques et financières nécessaires pour :

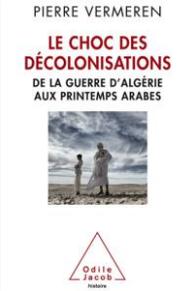
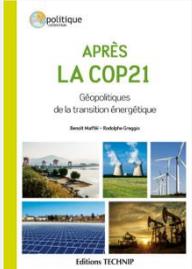
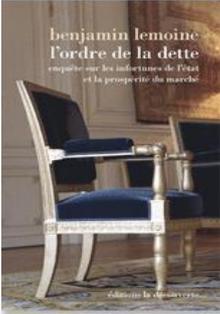
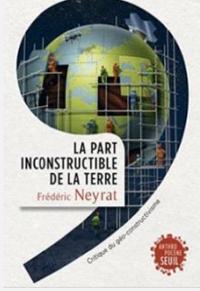


- « Augmenter de façon durable la productivité agricole et les revenus des agriculteurs afin d'atteindre les objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de développement ;
- Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires au changement climatique ;
- Rechercher des possibilités d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter la séquestration du carbone.»

Ces trois conditions (sécurité alimentaire, adaptation, atténuation) sont les « trois piliers » de l'agriculture climato-intelligente.

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

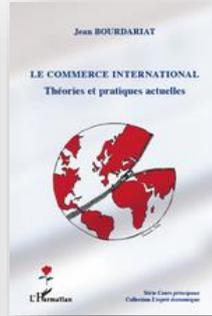
Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Collectif (2016), Géographie et géopolitique des Etats-Unis</p> 	<p>Pierre Vermeren (2015), Le choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux Printemps Arabes</p> 	<p>Benoît Mafféi et Rodolphe Greggio (2016), Après la COP21. Géopolitiques de la transition énergétique</p> 
<p>Benjamin Lemoine (2016), L'ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché</p> 	<p>Pierre Vaudelin (2016), Afriquéconomie : entre défis urbains et émergence économique</p> 	<p>Frédéric Neyrat (2016), La part inconstructible de la Terre. Critique du géo-constructivisme</p> 

AMILHAT-SZARY Anne-Laure (2015), Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?



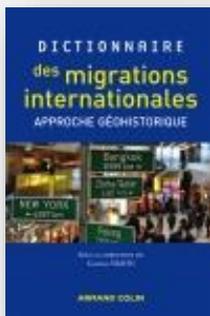
RAINELLI Michel (2015), Le commerce international



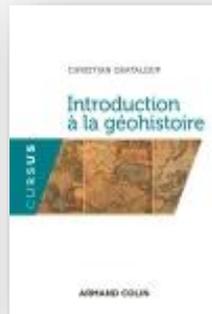
TARRIUS Alain (2015), La mondialisation criminelle



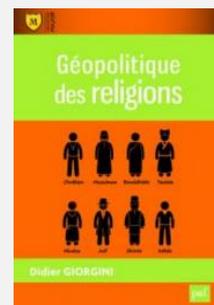
SIMON Gildas (2015), Dictionnaire des migrations internationales : approche géohistorique



GRATALOUP Christian (2015), Introduction à la géohistoire



Didier Giorgini (2016), Géopolitique des religions



INDEX DES TAGS

2

2050.....5

A

Accords internationaux.....5
Adaptation au changement climatique5
Afrique.....7
Agenda 2030.....2
Agricultures régionales.....5
Asie et Océanie.....7

B

Bioénergie.....6

C

Changement climatique.....5
Chine.....7
Commerce électronique.....4
Contenus numériques.....4
Croissance démographique.....5

D

Demande alimentaire.....5
Dépenses militaires.....7

E

Ecosystèmes.....2
Education.....3
Energie renouvelables.....6
Energie solaire.....6
Enfants.....3
Eolien.....6
Europe.....7

F

France.....3

H

Hot spot.....5
Hydraulique.....6

I

Internet.....4
IRENA.....6

J

Jeunes.....3

M

Moyen-Orient.....7

O

Objectifs de développement durable.....2
Objectifs de Développement Durable.....2
OCDE.....3,4

P

Politique.....6,7
Politiques agricoles.....5
Politiques climatiques.....5
Protection des consommateurs.....4

R

Réformes éducatives.....3
Résilience.....2
Royaume-Uni.....3
Russie.....7

S

Sécurité.....4
Sites du Patrimoine mondial.....2
Société.....3
Système éducatif.....3

U

UNESCO.....2

W

WWF.....2
